**REPUBLIQUE DU NIGER**



**Fraternité-Travail-Progrès**

**CONSEIL NATIONAL POUR LA SAUVEGARDE DE LA PATRIE (CNSP)**

**================**

**CABINET DU PREMIER MINISTRE**

**================**

**SECRETARIAT EXECUTIF DU CNEDD**



**Rapport sur la revue des dépenses effectuées en faveur de la Biodiversité sur la période 2018-2023**

  

**Aout 2024**

TABLE DES MATIERES

[SIGLES ET ACRONYMES iii](#_Toc187151736)

[LISTE DES TABLEAUX v](#_Toc187151737)

[INTRODUCTION 7](#_Toc187151738)

[MÉTHODOLOGIE 9](#_Toc187151739)

[I. RAPPEL SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES DANS LE DOMAINE DE LA BIODIVERSITÉ 9](#_Toc187151740)

[II. MÉCANISMES, INITIATIVES, ET INSTITUTIONS DE FINANCEMENT DE LA BIODIVERSITÉ 10](#_Toc187151741)

[2.1. Mécanismes de financement 10](#_Toc187151742)

[2.2. Initiatives de financement 11](#_Toc187151743)

[2.3. Institutions de financement 13](#_Toc187151744)

[III. DÉFIS ET DIFFICLUTE LIÉS À LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIIERES 17](#_Toc187151745)

[IV. REVUE DES DÉPENSES POUR LA BIODIVERSITÉ PAR CATÉGORIE 17](#_Toc187151746)

[4.1. Dépenses publiques 18](#_Toc187151747)

[4.1.1. Catégorie zones protégées et autres mesures de protection (C2) 18](#_Toc187151748)

[4.1.2. Catégorie restauration (C3) 19](#_Toc187151749)

[4.1.3. Catégorie utilisation durable (C4) 19](#_Toc187151750)

[4.1.4. Catégorie sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité (C6) 19](#_Toc187151751)

[4.1.5. Catégorie économie verte (C7) 20](#_Toc187151752)

[4.1.6. Catégorie planification du développement et de la biodiversité (C8) 20](#_Toc187151753)

[4.1.7. Catégorie gestion de la pollution (C9) 20](#_Toc187151754)

[4.1.8. Récapitulatif des dépenses publiques liées à la DB de 2018 à 2023 21](#_Toc187151755)

[4.2. Dépenses des ONG nationales 22](#_Toc187151756)

[4.2.1 Catégorie restauration (C3) 22](#_Toc187151757)

[4.2.2. Catégorie utilisation durable de la biodiversité (C4) 22](#_Toc187151758)

[4.2.3. Catégorie sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité (C6). 23](#_Toc187151759)

[4.2.4. Catégorie économie verte (C7) 23](#_Toc187151760)

[4.2.5. Catégorie planification du développement et de la biodiversité (C8) 23](#_Toc187151761)

[4.2.6. Catégorie gestion de la pollution (C9) 24](#_Toc187151762)

[4.2.7. Récapitulatif des dépenses des ONG nationales liées à la DB de 2018 à 2020 24](#_Toc187151763)

[4.3. Dépenses des ONG internationales 24](#_Toc187151764)

[4.3.1. Catégorie restauration (C3) 24](#_Toc187151765)

[4.3.2.Catégorie utilisation durable de la biodiversité (C4) 24](#_Toc187151766)

[4.3.3. Catégorie sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité (C6) 25](#_Toc187151767)

[4.3.4. Catégorie économie verte (C7) 25](#_Toc187151768)

[4.3.5. Catégorie planification du développement et de la biodiversité (C8) 25](#_Toc187151769)

[4.3.6.Catégorie gestion de la pollution (C9) 26](#_Toc187151770)

[4.3.7. Récapitulatif des dépenses des ONG étrangères liées à la DB de 2018 à 2020 26](#_Toc187151771)

[4.4. Dépenses du secteur privé en faveur de la biodiversité 26](#_Toc187151772)

[4.4.1. Catégorie restauration (C3) 26](#_Toc187151773)

[4.4.2. Catégorie utilisation durable (C4) 26](#_Toc187151774)

[4.4.3. Catégorie sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité (C6) 27](#_Toc187151775)

[4.4.4. Catégorie économie verte (C7) 27](#_Toc187151776)

[4.4.5. Catégorie planification du développement et de la biodiversité (C8) 27](#_Toc187151777)

[4.4.6. Catégorie gestion de la pollution (C9) 28](#_Toc187151778)

[4.4.7. Récapitulatif des dépenses du secteur privé liées à la DB de 2018 à 2020 28](#_Toc187151779)

[4.5. Estimation des dépenses liées à la biodiversité par catégorie et par groupe de financement au Niger de 2018-2023 28](#_Toc187151780)

[V. SUBVENTIONS NUISIBLES À LA BIODIVERSITÉ 30](#_Toc187151781)

[CONCLUSION 32](#_Toc187151782)

[REFERENCE BIOBLIOGRAPHIQUE 33](#_Toc187151783)

# SIGLES ET ACRONYMES

**ANFICT** : Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales

**BAD** : Banque Africain de Développement

**BAGRI** : Banque Agricole du Niger

**BIOFIN** : Biodiversity Finance Initiative

BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement

**CDB** : Convention sur la Diversité Biologique

**CMB** : Cadre Mondial sur la Biodiversité

**CNUED** : Conférence des Nations Unies sur l’Environnement et le Développement

**CoP** : Conférence des Parties

**FAF**: Fonds Aménagement Forestier

**FAFS** : Fonds d’Aménagement de la Faune Sauvage

**FAP** : Fonds d’Aménagement des Pêcheries

**FDT** : Fonds du Développement du Tourisme

**FEM** : Fonds pour l’Environnement Mondial ().

**FFEM** : Fonds Français pour l’Environnement Mondial

FIM : Fondation Issoufou Mahamadou

**FISAN** : Fonds d’Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

FISAN : Fonds d’Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

**FNAGEO** : Fonds National d’Appui à la Gestion des Écosystèmes Oasiens

**FNE** : Fonds National de l’Environnement

**FNEA** : Fonds National de l’Eau et de l’Assainissement

**FSOA** : Fondation des Savanes Ouest-Africaines

**FUCOPRI** : Fédération des Unions de Coopératives de Producteurs de Riz

**FVC** : Fonds Vert Climat

**PN** : Protocole de Nagoya

**SE/CNEDD** : Secrétariat Exécutif du Conseil National de l’Environnement pour un Développement Durable

**SNPA/DB** : Stratégie Nationale et son Plan d’Action sur la Diversité Biologique

**SONIBANK** : Société Nigérienne de Banque

# 

# LISTE DES TABLEAUX

[Tableau 1: Institutions de financement 13](#_Toc187151805)

[Tableau 2: Situation des dépenses publiques liées à la catégorie zones protégées et autres mesures de protection 18](#_Toc187151806)

[Tableau 3 : Situation des dépenses liées à la catégorie restauration (C3) 19](#_Toc187151807)

[Tableau 4:Situation des dépenses liées à la catégorie utilisation durable(C4) 19](#_Toc187151808)

[Tableau 5:Situation des dépenses publiques liées à la Sensibilisation et connaissances de 2018 à 2023 19](#_Toc187151809)

[Tableau 6: Situation des dépenses publiques liées à l'économie verte de 2018 à 2023 20](#_Toc187151810)

[Tableau 7: Situation des dépenses publiques liées à la planification du développement et de la biodiversité 20](#_Toc187151811)

[Tableau 8: Situation des dépenses publiques liées à la gestion de la pollution 20](#_Toc187151812)

[Tableau 9: synthèse des dépenses publiques liées à la Diversité Biologique de 2018 à 2023 21](#_Toc187151813)

[Tableau 10 : situation des dépenses des ONG nationales pour la catégorie restauration 22](#_Toc187151814)

[Tableau 11 : situation des dépenses des ONG nationales dans le cadre de l'utilisation durable 22](#_Toc187151815)

[Tableau 12 : situation des dépenses des ONG nationales dans le cadre de la sensibilisation et la gestion des connaissances 23](#_Toc187151816)

[Tableau 13 : situation des dépenses des ONG nationales pour l'économie verte 23](#_Toc187151817)

[Tableau 14 : situation des dépenses des ONG nationales dans le cadre de la planification du développement et de la biodiversité 23](#_Toc187151818)

[Tableau 15 : situation des dépenses des ONG nationales dans le cadre de la gestion de la pollution 24](#_Toc187151819)

[Tableau 16 : situation des dépenses des ONG étrangères dans le cadre de la restauration 24](#_Toc187151820)

[Tableau 17 : situation des dépenses des ONG étrangères dans le cadre de l'utilisation durable 24](#_Toc187151821)

[Tableau 18 : situation des dépenses des ONG étrangères dans le cadre de la sensibilisation et la gestion de connaissance 25](#_Toc187151822)

[Tableau 19 : situation des dépenses des ONG étrangères pour l'économie verte 25](#_Toc187151823)

[Tableau 20 : situation des dépenses des ONG étrangères dans le cadre de la planification du développement et de la biodiversité 25](#_Toc187151824)

[Tableau 21 : situation des dépenses des ONG étrangères dans le cadre de la gestion de pollution 26](#_Toc187151825)

[Tableau 22 : situation des dépenses du secteur privé dans le cadre de la restauration 26](#_Toc187151826)

[Tableau 23 : situation des dépenses du secteur privé dans le cadre de l'utilisation durable 27](#_Toc187151827)

[Tableau 24 : situation des dépenses du secteur privé dans le cadre de la sensibilisation et la gestion de connaissance 27](#_Toc187151828)

[Tableau 25 : situation des dépenses du secteur privé pour l'économie verte 27](#_Toc187151829)

[Tableau 26 : situation des dépenses du secteur privé dans le cadre de la planification du développement et de la biodiversité 28](#_Toc187151830)

[Tableau 27 : situation des dépenses du secteur privé dans le cadre de la gestion de pollution 28](#_Toc187151831)

[Tableau 28:synthèse des dépenses globales liées à la biodiversité 28](#_Toc187151832)

[Tableau 29: Estimation des subventions nuisibles à la biodiversité pour la période 2018-2023 30](#_Toc187151833)

# 

# INTRODUCTION

A l’issue de la Conférence des Nations Unies de la terre sur l’Environnement et le Développement (CNUED) tenue en 1992 à Rio de Janeiro au Brésil. La communauté internationale a négocié sous l’égide des Nations Unies trois (3) conventions, notamment la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) signée par plusieurs pays dont le Niger. Dans le cadre de la mise en œuvre de la CDB, les parties et autres parties à cette convention ont adopté le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, cadre d’action décennal de tous les pays et parties prenantes visant à sauvegarder la diversité biologique et les avantages qu’elle fournit aux populations du monde. Ainsi pour mettre en œuvre ce plan stratégique, en 2014, le Niger a révisé sa Stratégie Nationale et son Plan d’Actions sur la Diversité Biologique (SNPA/DB) de 1998.

Cependant, force est de constater qu’après plusieurs années de mise en œuvre, les objectifs assignés à cette stratégie sont loin d’être atteints pour des raisons diverses, notamment le manque de financement, la faible connaissance des valeurs socio-économique de la biodiversité, la faible prise en compte de la biodiversité dans les politiques et stratégies sectorielles etc. Ces préoccupations sont partagées par plusieurs Etats parties à la CDB, lors de la 14eme conférence des parties sur la DB tenue en 2018 à Sharm El Cheik en Egypte. Depuis lors, un processus d’élaboration d’un nouveau Cadre Mondial sur la Biodiversité (CMB) a été engagé par les Etats parties à travers plusieurs négociations sur des thématiques variées notamment la mobilisation des ressources financières, l’intégration de la biodiversité dans les politiques et stratégies sectorielles, l’adaptation basée sur les écosystèmes, les solutions fondées sur la nature, les subventions préjudiciables ou nuisibles à la biodiversité etc. Parmi ces thématiques, un accent particulier a été mis sur la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre des stratégies nationales et leurs plans d’actions. Ces mêmes thématiques ont été largement débattues à la 15eme conférence des parties en 2022 tenu à Montréal au Canada au cours de laquelle le CMB a été adopté, qui demande d’aligner les stratégies nationales et leurs plans d’actions aux orientations du CMB.

Ainsi, conformément à la décision 15/7 de la conférence, les pays parties sont invités à fournir des informations sur le financement qu’ils ont reçu et utilisé pour mettre en œuvre leurs stratégies et plans d’action nationaux en vue de préparer des nouveaux plans nationaux de financement pour la biodiversité. Il est également demandé aux pays parties d’identifier, d’examiner et de classer par ordre de priorité les actions relatives aux subventions nuisibles à la biodiversité en étudiant les causes sous-jacentes de ces subventions et les impacts potentiels sur la biodiversité. Pour accélérer la mise en œuvre du CMB, le Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM) à travers son agence de mise en œuvre le Programme des Nations Unies pour l’Environnement (PNUE), ont décidé d’apporter un appui technique et financier pour préparer la mise à jour des stratégies nationales et leurs plans d’actions sur la diversité biologique à travers la mise en œuvre des actions rapides.

C’est dans ce cadre que le Niger a obtenu un appui technique et financier auprès du Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM) pour préparer la révision de la stratégie nationale et son plan d’actions sur la diversité biologique. Parmi les activités identifiées, il est prévu d’effectuer une revue des dépenses sur la DB en évaluant les dépenses dans tous les secteurs et estimer les subventions nuisibles à la biodiversité sur la période 2018-2023.

Le présent document tient lieu de rapport sur la revue des dépenses sur la biodiversité et est structuré en six (6) parties à savoir : i) une méthodologie, ii) un rappel sur la mobilisation en matière de biodiversité, iii) les mécanismes, initiatives et institutions de financement iv) les défis liés à la mobilisation des ressources, v) la revue des dépenses sur la biodiversité par catégorie et vi) les subventions nuisibles à la biodiversité.

# MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du travail a consisté à faire :

* - Une revue documentaire qui a permis de : i) faire un rappel sur la mobilisation des ressources financières dans le domaine de la biodiversité ; ii) décrire les mécanismes, initiatives et institutions de financement de la biodiversité ; iii) identifier les défis liés à la mobilisation des ressources financières pour la biodiversité ; iv) présenter les catégories, les critères de classification et attributions définies par l’initiative de financement pour la biodiversité ( voir annexe 1).

La contribution financière des secteurs en faveur de la biodiversité par catégorie est calculée à travers une pondération selon les critères de classification établis par l’initiative de financement de la biodiversité, BioFin (annexe 1).

- Une collecte des données sur les réalisations financières auprès du secteur public, (ministères sectoriels et institutions), des ONG (nationales et internationales) et du secteur privé intervenant dans le domaine de la gestion des ressources naturelles en général et de la biodiversité en particulier.

- Une analyse et un traitement des données avec le tableur Excel sur la base des critères définis pour : i) estimer les dépenses en faveur de la biodiversité par catégorie (C1 à C9) et par secteur (publique « Etat et PTF », ONG, privé) ; ii) identifier et estimer les subventions nuisibles à la biodiversité.

# RAPPEL SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES DANS LE DOMAINE DE LA BIODIVERSITÉ

La mobilisation de ressources financières est essentielle pour la mise en œuvre de la stratégie nationale et son plan d’action alignée au CMB. Dans la décision 15/7 de la 15ème Conférence des parties à la CDB, les parties ont souligné l'urgence d'augmenter le financement en faveur de la biodiversité à travers toutes les sources visant à accroître le financement national et international. Pour se faire, les pays parties doivent élaborer et mettre en œuvre des plans financiers nationaux, permettant de réaliser les cycles budgétaires et feront parties des outils pour la reconstitution des ressources du Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM). Ils vont également permettre de surveiller la disponibilité des ressources au niveau national afin de :

* Augmenter les flux financiers internationaux liés à la biodiversité et les ressources financières provenant de toutes les sources ;
* Améliorer l’efficacité de l’utilisation des fonds reçus pour la biodiversité ;
* Augmenter de la capacité de mobilisation des ressources de toutes les sources à l’échelle nationale ;
* Identifier et éliminer progressivement ou réformer les flux de ressources financières causant des dommages à la biodiversité ;
* Améliorer l’efficacité et l’efficience de l’utilisation des ressources financières.

# MÉCANISMES, INITIATIVES, ET INSTITUTIONS DE FINANCEMENT DE LA BIODIVERSITÉ

## 2.1. Mécanismes de financement

Il existe trois (3) types de mécanismes financiers pour la gestion durable de la biodiversité :

* le budget public mobilisé par l’Etat et les collectivités territoriales au niveau national à travers les recettes des taxes, d’impôts, droits et redevances et les fonds nationaux de gestion de l’environnement (Fonds National de l’Environnement (FNE), Fonds d’Aménagement Forestier (FAF), Fonds d’Aménagement de la Faune Sauvage (FAFS), Fonds d’Aménagement des Pêcheries (FAP), Fonds National d’Appui à la Gestion des Écosystèmes Oasiens (FNAGEO), Fonds National de l’Eau et de l’Assainissement (FNEA), Fonds du Développement du Tourisme (FDT), Fonds d’Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN) etc.);
* les fonds internationaux notamment le Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM), le Fonds pour la biodiversité, le Fonds Vert Climat (FVC), le Fonds d’adaptation, le Fonds Japonais pour la biodiversité, le Fonds Français pour l’Environnement Mondial (FFEM) et les fonds fiduciaires (fonds de revenus pétroliers, gaziers et autres ressources naturelles, fonds fiduciaires pour les aires protégées, fonds pour la pollution de l'air, fonds climat, carbone et forêt etc.).
* Le financement du secteur privé

## 2.2. Initiatives de financement

Dans le cadre de la gestion durable de la biodiversité, plus de 150 solutions et initiatives de financements de la biodiversité ont été identifiées. On peut citer entre autres :

**Taxes et redevances dans le secteur de la faune :** taxes, frais, redevances, quotas et permis pour la capture, la chasse et le commerce de la faune. Ces mécanismes peuvent être utilisés pour générer des revenus et soutenir l’utilisation durable de la faune, notamment des animaux sauvages, des plantes et des champignons ;

**Taxes sur les pesticides et les engrais :** toute taxe, frais ou redevance payée pour la consommation et l'utilisation économique de pesticides et d'engrais. Les taxes sur les pesticides et les engrais peuvent réduire leurs utilisations et diminuer leurs impacts négatifs sur la biodiversité et les habitats. Les recettes fiscales ainsi générées peuvent être affectées à des fins de gestion de la biodiversité ;

**Les marchés du carbone** : les marchés du carbone peuvent inclure des crédits d'allocation d'émissions ainsi que des crédits de réduction d'émissions et des crédits de compensation carbone ;

**Taxes sur les ressources naturelles (non renouvelables) :** toute taxe, frais ou redevance payée pour la consommation ou l'utilisation économique de ressources naturelles non renouvelables, de telles taxes contribuent à valoriser plus efficacement le capital naturel non renouvelable et à internaliser le coût de la dégradation de la biodiversité provoquée par l’extraction des ressources ;

**Taxes sur le capital naturel renouvelable :** toute taxe, frais ou charge payée pour l'extraction et/ou l'utilisation de ressources naturelles renouvelables (par exemple le bois ou l'eau). Suivant les principes du pollueur-payeur ou de l’utilisateur-payeur, ces prélèvements contribuent à capter la valeur de production de la nature et à internaliser le véritable coût de la dégradation des écosystèmes en influençant le prix du capital naturel « consommé » ;

**Taxes, permis, amendes, redevances et quotas dans le secteur de la pêche :** il s’agit des recettes issues de la délivrance des permis de pêche, des amendes, des dommages/intérêts et des transactions pour réduire la surpêche ;

**Taxes, frais et redevances dans le secteur forestier :** il s’agit des frais pour permis, des frais de récolte de produits forestiers non ligneux, des frais de transport forestier et autres redevances forestières, des droits de concession forestière et droits de coupe ;

**Indemnisation des dommages environnementaux :** compensation financière ou autre versée par des entreprises, des particuliers ou des gouvernements pour des dommages environnementaux planifiés dans le cadre du développement d'infrastructures ou de projets ;

**Affectation et conservation des revenus de la biodiversité :** il s’agit des recettes relatives à la gestion des aires protégées et autres sites touristiques ;

**Assurance risques environnementaux :** régimes d'assurance qui couvrent les responsabilités environnementales, c'est-à-dire le risque financier associé à la pollution et à la contamination de l'environnement ;

**Frais, pénalités et dépenses de gestion pour les évaluations d'impact environnemental et social :** il s’agit desfrais perçus en application des pénalités et dépenses de gestion pour les évaluations d'impact environnemental et social ;

**Banques vertes :** entités financières parrainées par l’État ou par un donateur qui travaillent en partenariat avec le secteur privé pour accroître les investissements dans les entreprises et les marchés verts mal desservis par le financement commercial ;

**Obligations vertes :** des obligations souveraines et forestières sont émises pour financer des activités liées à la biodiversité ;

**Paiement des services écosystémiques :** ce concept « utilisateur-payeur » signifie que quiconque préserve ou entretient un service écosystémique doit être payé pour le faire. Les bénéficiaires/utilisateurs d'un service écosystémique peuvent effectuer un paiement direct au fournisseur de ce service par le biais d'un contrat privé ou un paiement indirect par l'intermédiaire de l'État qui facture les utilisateurs au moyen d'une taxe ou d'une redevance ;

**Pénalités et autres compensations pour dommages environnementaux imprévus :** indemnisation versée par une entreprise et/ou un particulier condamné pour un délit environnemental et/ou des dommages involontaires à l'environnement ;

**Taxes et frais dans le secteur du tourisme :** la collecte de taxes et de frais (ou d'instruments comparables tels que la vente ou la mise aux enchères de concessions) auprès du secteur touristique et/ou directement auprès des touristes. Ces revenus peuvent fournir un financement garanti pour les zones protégées ou d'autres mesures de conservation de la biodiversité, soit par le biais de redevances, d'accords de partage des revenus avec les communautés etc.

## 2.3. Institutions de financement

Les institutions potentielles en matière de financement de la DB au niveau national, régional, et international sont entre autres énumérées dans le tableau ci-après.

Tableau 1: Institutions de financement

| Institutions | Mandats |
| --- | --- |
| Institution nationales | |
| Ministère en charge de l’Environnement | Le ministère en charge de l’environnement a privilégié les mécanismes de financement alimentés sous forme de fonds dont entre autres :  Le fonds national de l’environnement (FNE)  Les fonds forestier et d’aménagement forestier  Le Fonds d’Aménagement de la Faune Sauvage  Le Fonds d’Aménagement des Pêcheries (FAP)  Le Fonds National d’Appui à la Gestion des Ecosystèmes Oasiens  Le Fonds National de l’Eau et de l’assainissement (FNEA)  Fonds de développement du tourisme  Ces instruments publics de financement de la biodiversité, établis sous la forme de fonds logés auprès du trésor public dont les ressources proviennent soit de taxes/impôts spécifiques inscrits dans les lois de finances ou d’autres recettes budgétaires liées à la biodiversité. |
| Ministère en charge du commerce (à travers le Fonds de l’Énergie) | Alimenté par un prélèvement forfaitaire sur le carburant vendu par les sociétés de distribution, sert à subventionner le prix du gaz butane vendu au Niger.  Ce fonds permet ainsi de réduire la consommation de bois de chauffe et donc la pression sur les ressources forestières |
| Ministère de l'éducation nationale de l'alphabétisation de l'enseignement professionnel et de la promotion des langues nationale | A travers le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) ,qui à pour mission générale de contribuer à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d’enseignement et de formation professionnelle et technique (EFPT), notamment, dans les domaines de la formation professionnelle continue, qualifiante par apprentissage, de l’orientation, de l’accompagnement et de l’insertion professionnelle. |
| Fondation Issoufou Mahamadou (FIM) | Appuyer la Grande Muraille Verte dans la réalisation de la neutralité en matière de dégradation des terres |
| Banque Agricole du Niger (BAGRI) | Accroître le volume de financement des produits agricoles apportés à l’agriculture dans l’ensemble des contours économiques |
| Société Nigérienne de Banque (SONIBANK) | Permettre aux particuliers, organismes et entreprises d’investir dans des projets qui bénéficient au développement durable du pays et à l’environnement |
| Fédération des Unions de Coopératives de Producteurs de Riz (FUCOPRI) | Mécanisme d’approvisionnement en intrants, via le crédit bancaire, et de commercialisation groupée, en partenariat avec les services de l’État. |
| Fonds d’Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN) | Promouvoir le financement des investissements publics et privés dans le domaine du développement Agricole durable en déployant des instruments financiers et non financiers adaptés aux profits des acteurs des chaînes de valeurs Agricoles y compris les jeunes hommes et femmes engagés dans entrepreneuriat rural. |
| Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT) | Gérer et répartir les ressources attribuées aux collectivités territoriales aux fins d’appui à leur fonctionnement et à la réalisation de leurs investissements sous leur maîtrise d’ouvrage |
| Chambre de Commerce du Niger et d’Industrie du Niger | Elle jouit de la personnalité morale et de l’autonomie financière. Principale structure d’encadrement et d’appui du secteur privé, la Compagnie Consulaire joue le rôle d’interface entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques. A ce titre, elle met tout en œuvre pour l’organisation et le développement des entreprises en vue de les amener à mieux contribuer à la croissance économique. |
| Institutions régionales | |
| Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) | La BOAD a pour objectif principal de promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de réaliser l’intégration économique de l’Afrique de l’Ouest. |
| Banque Africaine de Développement (BAD) | Elle a pour objectif premier de faire reculer la pauvreté dans les pays membres régionaux en contribuant à leur développement économique durable et à leur progrès social. Au Niger la BAD finance des programmes notamment dans le secteur de l’agriculture. |
| Fondation des Savanes Ouest-Africaines (FSOA) | La FSOA est une entité régionale de l’Afrique de l’ouest qui vise le financement durable de la conservation de la biodiversité, la protection de la gestion du patrimoine naturel. |
| Institutions internationales | |
| Banque mondiale | La banque mondiale est l’une des principales sources de financements et de connaissances pour les pays en développement et partage la même volonté de lutter contre la pauvreté, d’accroître la prospérité partagée et de promouvoir un développement durable. Au Niger, la Banque mondiale finance entre autres des opérations dans le secteur de l’eau, du développement rural, de la santé, de la nutrition et la gestion des risques climatiques. |
| L’initiative « NaturAfrica » | Elle contribue à la réalisation des « activités de développement et de conservation dans et autour de la Réserve de Biosphère de Gadabédji (RBG) |
| Secrétariat général du Fond pour la Consolidation de la Paix ( PFB) | Accompagne le Niger dans la prévention des conflits et la gouvernance inclusive, l’autonomisation des jeunes et le renforcement de la stabilité dans les zones transfrontalières avec des investissements |
| Coopération Italienne | Interviens au Niger à travers son Agence de Coopération et de développement (AICS), elle finance des activités dans le secteur de la sécurité alimentaire, le lutte contre la désertification, appui au système d’alerte précoce |
| Coopération allemande | Interviens au Niger travers plusieurs dispositifs financiers qui sont déployés par la KfW, la GiZ, et la BMZ. L’Allemagne réalise des projets/programmes de développement financés avec des subventions allouées aux ministères sectoriels notamment ceux de l’agriculture, de l’élevage, de l’environnement, et de l’hydraulique. |
| Coopération Française | A travers ses mécanisme financiers tels que Facilité AdaptAction qui au Niger a financé en 2019-2020 l’élaboration de la Stratégie et Plan d’action National d’Adaptation de l’Agriculture au Changement climatique (SPN2A) et Agence Française pour le Développement (AFD) qui apporte une assistance technique au pays en développement, conduire des activités de renforcement des capacités en vue d’une consolidation de la gouvernance climat dans ces pays, et les appuyer à mieux intégrer l’adaptation au changement climatique dans les politiques nationales afin de « faire émerger des projets d’adaptation structurants». |
| Coopération Belge | A travers son Agence en charge du développement (ENABEL) qui a pour objectif de réaliser les priorités politiques de la coopération gouvernementale belge et de promouvoir un développement international durable. Le financement de la mise en œuvre de l’initiative de financement de la biodiversité (BIOFIN) rentre dans le cadre de cette coopération. |
| Coopération Américaine | Interviennent au Niger à travers des mécanismes financiers dont entre autres le Millenium Challenge Account, Millennium Challenge Corporation, United States African Development Foundation, United States Agency for International Development.  Ces subventions financent des activités du secteur de l’eau, l’agriculture, des travaux de restauration de terres dégradées |

# DÉFIS ET DIFFICLUTE LIÉS À LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIIERES

Les défis liés à la mobilisation des ressources financières en faveur de la biodiversité sont entre autres :

* faible opérationnalité des fonds nationaux pour l’environnement ;
* faible allocation budgétaire en faveur de la biodiversité ;
* difficultés dans d’accès aux différents fonds ;
* faible investissement du secteur privé en faveur de la biodiversité ;
* faible investissement des collectivités territoriales dans le domaine de la biodiversité ;
* faible application des textes en matière de gestion durable de la biodiversité.

# REVUE DES DÉPENSES POUR LA BIODIVERSITÉ PAR CATÉGORIE

Le financement de la biodiversité comprend non seulement le financement des actions directes destinées à protéger la Diversité Biologique mais également le financement indirect lié à des actions dans différents secteurs (agriculture, hydraulique, élevage, sylviculture, tourisme, etc.), afin de promouvoir des initiatives soucieuses de la conservation de la biodiversité. Il peut s’agir des approches écosystémiques en matière d’adaptation et d’atténuation des effets du changement climatique et autres activités entrant dans le cadre du développement socio-économique..

Ainsi, les dépenses sont estimées à travers les catégories de biodiversité suivantes :

* Prévention des risques biotechnologiques (C1) ;
* Zones protégées et autres mesures de protection (C2) ;
* Restauration (C3) ;
* Utilisation durable (C4) ;
* Accès et partage des avantages (C5) ;
* Sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité (C6) ;
* Économie verte (C7) ;
* Planification du développement et de la biodiversité (C8) ;
* Gestion de la pollution (C9).

## 4.1. Dépenses publiques

Selon les estimations par catégorie, les dépenses publiques se présentent comme suit

### 4.1.1. Catégorie zones protégées et autres mesures de protection (C2)

Les dépenses publiques en faveur de la biodiversité pour la catégorie des zones protégées et autres mesures de protection (C2) de 2018 à 2023 sont estimées à **3.762.944.453 FCFA** pour tous les secteurs (tableau 2).

Tableau 2: Situation des dépenses publiques liées à la catégorie zones protégées et autres mesures de protection

| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **Pourcentage %** |
| --- | --- | --- | --- |
| Zones protégées et autres mesures de protection (C2) | 2018 | 746.491.200 | 19,84 |
| 2019 | 722.029.530 | 19,19 |
| 2020 | 623.969.675 | 16,58 |
| 2022 | 835.227.024 | 22,20 |
| 2023 | 835.227.024 | 22,20 |
| **Total** | **3.762.944.453** | 100 |

### 4.1.2. Catégorie restauration (C3)

Les ressources financières allouées à la biodiversité dans le cadre de la restauration pour la période 2018-2023 se chiffrent à **118.194.832.658 FCFA** pour tous les secteurs (tableau 3).

Tableau 3 : Situation des dépenses liées à la catégorie restauration (C3)

| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| --- | --- | --- | --- |
| **Restauration (C3)** | 2018 | 15.344.913.102 | 12,98 |
| 2019 | 19.671.915.615 | 16,64 |
| 2020 | 19.623.728.206 | 16,60 |
| 2021 | 28.378.326.151 | 24,01 |
| 2022 | 33.981.344.939 | 28,75 |
| 2023 | 1.194.604.646 | 1,01 |
| **Total** | **118.194.832.658** | **100** |

### 4.1.3. Catégorie utilisation durable (C4)

Les investissements publics pour l’utilisation durable en lien avec la DB sont estimés à **227.691.457.883 FCFA** pour tous les secteurs sur la période 2018-2023 (tableau 4).

Tableau 4:Situation des dépenses liées à la catégorie utilisation durable(C4)

| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| --- | --- | --- | --- |
| Utilisation durable (C4) | 2018 | 38.013.717.059 | 16,70 |
| 2019 | 41.975.178.857 | 18,44 |
| 2020 | 63.470.467.045 | 27,88 |
| 2021 | 52.816.357.543 | 23,20 |
| 2022 | 31.385.830.289 | 13,78 |
| 2023 | 29.907.090 | 0,01 |
| **Total** | **227.691.457.883** | 100 |

### 4.1.4. Catégorie sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité (C6)

Pour la catégorie sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité, les dépenses publiques au titre de la période 2018-2023 sont estimées à **8.854.312.360 FCFA** pour tous les secteurs (tableau 5).

Tableau 5:Situation des dépenses publiques liées à la Sensibilisation et connaissances de 2018 à 2023

| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| --- | --- | --- | --- |
| Sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité (C6) | 2018 | 935.123.610 | 10,56 |
| 2019 | 600.326.799 | 6,78 |
| 2020 | 718.804.817 | 8,12 |
| 2021 | 836.727.755 | 9,45 |
| 2022 | 5.682.288.047 | 64,18 |
| 2023 | 81.041.333 | 0,92 |
| **Total** | **8.854.312.360** | 100 |

### 4.1.5. Catégorie économie verte (C7)

En ce qui concerne la catégorie économie verte, les dépenses publiques pour la période 2018-2023 sont évaluées à **35.535.417.090 FCFA** pour tous les secteurs

Tableau 6: Situation des dépenses publiques liées à l'économie verte de 2018 à 2023

| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| --- | --- | --- | --- |
| Économie verte (C7) | 2018 | 5.704.732.869 | 16,05 |
| 2019 | 5.964.865.125 | 16,79 |
| 2020 | 4.486.900.499 | 12,63 |
| 2021 | 5.018.003.208 | 14,12 |
| 2022 | 14.360.915.389 | 40,41 |
| **Total** | **35.535.417.090** | 100 |

### 4.1.6. Catégorie planification du développement et de la biodiversité (C8)

Les investissements publics dans le cadre de la planification du développement et de la biodiversité pour la période 2018-2023 ont été évalués à **36.065.628.288 FCFA** pour tous les secteurs concernés par la biodiversité (tableau 7).

Tableau 7: Situation des dépenses publiques liées à la planification du développement et de la biodiversité

| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| --- | --- | --- | --- |
| Planification du développement et de la biodiversité (C8) | 2018 | 7.843.737.771 | 21,75 |
| 2019 | 2.319.484.618 | 6,43 |
| 2020 | 1.408.082.714 | 3,90 |
| 2021 | 4.198.929.882 | 11,64 |
| 2022 | 17.719.933.233 | 49,13 |
| 2023 | 2.575.460.070 | 7,14 |
| **Total** | **36.065.628.288** | 100 |

### 4.1.7. Catégorie gestion de la pollution (C9)

Les ressources financières consacrées à la gestion de la pollution en lien avec la DB sont estimées à **3.112.931.560 FCFA** de 2018 à 2023 pour tous les secteurs.

Tableau 8: Situation des dépenses publiques liées à la gestion de la pollution

| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| --- | --- | --- | --- |
| Gestion de la pollution (C9) | 2018 | 433.788.311 | 13,94 |
| 2019 | 140.186.521 | 4,50 |
| 2020 | 227.004.856 | 7,29 |
| 2021 | 759.353.095 | 24,39 |
| 2022 | 1.534.673.777 | 49,30 |
| 2023 | 17.925.000 | 0,58 |
| **Total** | **3.112.931.560** | 100 |

### 4.1.8. Récapitulatif des dépenses publiques liées à la DB de 2018 à 2023

Les dépenses publiques globales en faveur de la biodiversité pour toutes les catégories sont évaluées à **433.217.524.291 FCFA,** tous secteurs confondus pour la période 2018-2023 au Niger (tableau 9).

Tableau 9: synthèse des dépenses publiques liées à la Diversité Biologique de 2018 à 2023

| **Catégorie** | **Montant(FCFA)** | **%** |
| --- | --- | --- |
| Prévention des risques biotechnologiques (C1) | 0 | 0 |
| Zones protégées et autres mesures de protection (C2) | 3.762.944.453 | 0,87 |
| Restauration (C3) | 118.194.832.658 | 27,28 |
| Utilisation durable (C4) | 227.691.457.883 | 52,56 |
| Accès et partage des avantages (C5) | 0 | 0 |
| Sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité (C6) | 8.854.312.360 | 2,04 |
| Économie verte (C7) | 35.535.417.090 | 8,20 |
| Planification du développement et de la biodiversité (C8) | 36.065.628.288 | 8,33 |
| Gestion de la pollution (C9) | 3.112.931.560 | 0,72 |
| **Total** | **433.217.524.291** | **100,00** |

L’analyse de ce tableau fait ressortir la prédominance des dépenses liées à la catégories C4 pour un montant de **227.691.457.883 FCFA** soit **52,56%** des dépenses total en faveur de la diversité biologique. Cela s’explique par la mise en œuvre de la politique nationale axée sur l’intensification des cultures irriguées et le développement des chaînes de valeur.

La restauration des écosystèmes a bénéficié également d’un budget consistant pour la période 2018-2023 qui est de **118.194.832.658 FCFA** soit **27,28%** des dépenses total.

Le faible niveau des investissement liées à la catégorie zones protégées et autres mesures de protection (C2), pour un montant de **3.762.944.453 FCFA**, soit **0,87%** des dépense total, s’explique par l’absence de grands projets et programmes de conservation.

Le manque de financement pour la catégorie Accès et Partage des Avantages (APA) est lié à la nouveauté du Protocole de Nagoya et du concept APA pour lequel le Cadre national de mis en œuvre est entrain d’être mis en place avec une stratégie et son plan d’action qui prévoit un montant **4.283.800.000 FCFA** pour sa mise en œuvre sur la période 2024-2028.

Par rapport à la catégorie liée à la prévention des risques biotechnologiques (C1), l’absence de financement pour la période 2018-2023 s’explique par le faible développement de la biotechnologie au Niger. Cependant, une stratégie nationale sur la biosécurité a été élaborée en 2019 et sa mise en œuvre permettra d’améliorer le financement des actions relatives à la biodiversité en lien avec la prévention des risques biotechnologiques.

## 4.2. Dépenses des ONG nationales

Les estimations par catégorie, pour les Organisations Non Gouvernementale (ONG) nationales se présentent comme suit.

### 4.2.1 Catégorie restauration (C3)

Les ressources financières dépensées par les ONG nationales en faveur de la biodiversité pour la catégorie restauration sur la période 2018-2020 se chiffrent à **1.970.000.403 FCFA** (tableau 10).

Tableau 10 : situation des dépenses des ONG nationales pour la catégorie restauration

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Catégorie | Année | Somme de Montant | **%** |
| **C3** | 2018 | 527.366.733 | 26,77 |
| 2019 | 516.261.626 | 26,21 |
| 2020 | 926.372.044 | 47,02 |
| **Total** | **1.970.000.403** | **100,00** |

### 4.2.2. Catégorie utilisation durable de la biodiversité (C4)

Les dépenses réalisées par les ONG nationales en lien avec utilisation durable de la diversité biologique sur la période 2018-2020 sont estimées à **2.948.679.815 FCFA** (tableau 11).

Tableau 11 : situation des dépenses des ONG nationales dans le cadre de l'utilisation durable

| Catégorie | Année | Montant | **%** |
| --- | --- | --- | --- |
| **C4** | 2018 | 585.508.191 | 19,86 |
| 2019 | 2.109.637.995 | 71,55 |
| 2020 | 253.533.630 | 8,60 |
| **Total** | **2.948.679.815** | **100,00** |

### 4.2.3. Catégorie sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité (C6).

Pour la sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité, c’est un montant de **259.393.131 FCFA** qui a été dépensé en faveur de la diversité biologique sur la période 2018-2020 par les ONG nationales (tableau 12).

Tableau 12 : situation des dépenses des ONG nationales dans le cadre de la sensibilisation et la gestion des connaissances

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Catégorie | Année | Montant | **%** |
| **C6** | 2018 | 89.275.810 | 34,42 |
| 2019 | 75.416.881 | 29,07 |
| 2020 | 94.700.440 | 36,51 |
| **Total** | **259.393.131** | **100,00** |

### 4.2.4. Catégorie économie verte (C7)

Sur la période 2018-2020, les dépenses réalisées par les ONG nationales en faveur de la biodiversité en lien avec l’économie verte sont estimées à **181.972.713 FCFA** (tableau 13) **.**

Tableau 13 : situation des dépenses des ONG nationales pour l'économie verte

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Catégorie | Année | Montant | **%** |
| **C7** | 2018 | 114.247.772 | 56,13 |
| 2019 | 62.494.996 | 30,71 |
| 2020 | 26.785.697 | 13,16 |
| **Total** | **181.972.713** | **100,00** |

### 4.2.5. Catégorie planification du développement et de la biodiversité (C8)

Dans le cadre de la planification du développement et l’intégration de la biodiversité, les réalisations financières des ONG nationales sont de l’ordre de **203.528.465 FCFA** pour la période 2018-2020( tableau 14).

Tableau 14 : situation des dépenses des ONG nationales dans le cadre de la planification du développement et de la biodiversité

| Catégorie | Année | Montant (FCFA) | **%** |
| --- | --- | --- | --- |
| **C8** | 2018 | 114.247.772 | 56,13 |
| 2019 | 62.494.996 | 30,71 |
| 2020 | 26.785.697 | 13,16 |
| **Total** | **203.528.465** | **100,00** |

### 4.2.6. Catégorie gestion de la pollution (C9)

En ce qui concerne la catégorie gestion de la pollution en lien avec la diversité biologique, les dépenses effectuées par les ONG nationales sur la période 2018-2020 sont estimées à **58.672.445 FCFA** (tableau 15).

Tableau 15 : situation des dépenses des ONG nationales dans le cadre de la gestion de la pollution

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Catégorie | Année | Montant | **%** |
| **C9** | 2018 | 20.268.450 | 34,55 |
| 2019 | 31.492.409 | 53,67 |
| 2020 | 6.911.586 | 11,78 |
| **Total** | **58.672.445** | **100,00** |

### 4.2.7. Récapitulatif des dépenses des ONG nationales liées à la DB de 2018 à 2020

Les dépenses globales des ONG nationales en faveur de la biodiversité pour toutes les catégories sont évaluées à **5.622.246.972 FCFA** tous secteurs confondus pour la période 2018-2020.

## 4.3. Dépenses des ONG internationales

Les réalisations financières des ONG étrangères en faveur de la biodiversité sur la période 2018- 2020 se présentent comme suit par catégorie.

### 4.3.1. Catégorie restauration (C3)

Les dépenses effectuées par les ONG étrangères dans le cadre de la restauration en lien avec la diversité biologique sur la période 2018- 2020, se chiffrent à **439.569.795 FCFA** (tableau 16).

Tableau 16 : situation des dépenses des ONG étrangères dans le cadre de la restauration

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| **C3** | 2018 | 103.236.122 | 23,49 |
| 2019 | 283.623.921 | 64,52 |
| 2020 | 52.709.753 | 11,99 |
| **Total** | **439.569.795** | 100,00 |

### 4.3.2. Catégorie utilisation durable de la biodiversité (C4)

Pour la catégorie utilisation durable en lien avec la diversité biologique, les dépenses réalisées sont estimées à 3**.205.375.647** FCFA (tableau 17).

Tableau 17 : situation des dépenses des ONG étrangères dans le cadre de l'utilisation durable

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| **C4** | 2018 | 2.328.235.038 | 72,64 |
| 2019 | 641.312.926 | 20,01 |
| 2020 | 235.827.683 | 7,36 |
| **Total** | **3.205.375.647** | 100,00 |

### 4.3.3. Catégorie sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité (C6)

Pour la catégorie sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité, les dépenses effectuées sur la période 2018-2020 sont de l’ordre de **457.028.712 FCFA**

Tableau 18 : situation des dépenses des ONG étrangères dans le cadre de la sensibilisation et la gestion de connaissance

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| **C6** | 2018 | 300.233.132 | 65,69 |
| 2019 | 93.610.898 | 20,48 |
| 2020 | 63.184.682 | 13,83 |
| **Total** | **457.028.712** | 100,00 |

### 4.3.4. Catégorie économie verte (C7)

Les dépenses réalisées sur la période 2018-2020 par les ONG étrangères pour l’économie verte en lien avec la biodiversité, sont estimées à **454.567.003 FCFA.**

Tableau 19 : situation des dépenses des ONG étrangères pour l'économie verte

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| **C7** | 2018 | 279.935.167 | 61,58 |
| 2019 | 115.227.322 | 25,35 |
| 2020 | 59.404.514 | 13,07 |
| **Total** | **454.567.003** | 100,00 |

### 4.3.5. Catégorie planification du développement et de la biodiversité (C8)

Pour la catégorie planification du développement et de la biodiversité, les dépenses réalisées par les ONG étrangères en faveur de la biodiversité pour la période 2018-2020 sont estimées à **313.744.805 FCFA** ( tableau 20)**.**

Tableau 20 : situation des dépenses des ONG étrangères dans le cadre de la planification du développement et de la biodiversité

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| **C8** | 2018 | 50.702.507 | 16,16 |
| 2019 | 197.587.043 | 62,98 |
| 2020 | 65.455.256 | 20,86 |
| **Total** | **313.744.805** | 100,00 |

### 4.3.6.Catégorie gestion de la pollution (C9)

Les dépenses des ONG étrangères dans le domaine de la gestion de la pollution en lien avec la DB sont estimées à **61.569.693 FCFA** sur la période 2018-2020( tableau 21).

Tableau 21 : situation des dépenses des ONG étrangères dans le cadre de la gestion de pollution

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| **C9** | 2018 | 20.198.010 | 32,81 |
| 2019 | 5.916.287 | 9,61 |
| 2020 | 35.455.397 | 57,59 |
| **Total** | **61.569.693** | 100,00 |

### 4.3.7. Récapitulatif des dépenses des ONG étrangères liées à la DB de 2018 à 2020

Les dépenses globales des ONG nationales en faveur de la biodiversité pour toutes les catégories sont évaluées à **4.931.855.655 FCFA** tous secteurs confondus pour la période 2018-2020.

## 4.4. Dépenses du secteur privé en faveur de la biodiversité

Les estimations des dépenses par catégorie du secteur privé en faveur de la biodiversité pour la période 2018-2022 se présentent comme suit.

### 4.4.1. Catégorie restauration (C3)

Sur la période 2018-2022 , les dépenses réalisées par le secteur privé en faveur de la diversité biologique dans le cadre de la catégorie restauration , se chiffrent à **32.146.351 FCFA** ( tableau 22).

Tableau 22 : situation des dépenses du secteur privé dans le cadre de la restauration

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| C3 | 2018 | 7.942.932 | 24,71 |
| 2019 | 0 | 0,00 |
| 2020 | 0 | 0,00 |
| 2021 | 20.790.731 | 64,68 |
| 2022 | 3.412.688 | 10,62 |
| **Total** | **32.146.351** | **100,00** |

### 4.4.2. Catégorie utilisation durable (C4)

La contribution du secteur privé en faveur de la biodiversité pour la catégorie utilisation durable est estimée **37.206.452.820 FCFA** sur la période 2018-2022(tableau 23).

Tableau 23 : situation des dépenses du secteur privé dans le cadre de l'utilisation durable

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| C4 | 2018 | 3.670.348.678 | 9,86 |
| 2019 | 3.445.246.286 | 9,26 |
| 2020 | 3.317.866.184 | 8,92 |
| 2021 | 6.432.471.884 | 17,29 |
| 2022 | 20.340.519.788 | 54,67 |
| **Total** | **37.206.452.820** | **100,00** |

### 4.4.3. Catégorie sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité (C6)

Les dépenses réalisées par le secteur privé sur la période 2018-2022 pour la catégorie sensibilisation et connaissances en lien avec la diversité biologique sont estimées à **8.243.559 FCFA** (tableau 24).

Tableau 24 : situation des dépenses du secteur privé dans le cadre de la sensibilisation et la gestion de connaissance

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| C6 | 2022 | 8.243.559 | 100,00 |
| Total | 8.243.559 | 100,00 |

### 4.4.4. Catégorie économie verte (C7)

Sur la période 2018-2022, les dépenses effectuées par le secteur privé en faveur de la biodiversité pour la catégorie économie verte sont estimées à **12.775.000 FCFA** (tableau 25).

Tableau 25 : situation des dépenses du secteur privé pour l'économie verte

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| C7 | 2018 | 5.000.000 | 39,14 |
| 2019 | 1.125.000 | 8,81 |
| 2020 | 2.500.000 | 19,57 |
| 2021 | 2.500.000 | 19,57 |
| 2022 | 1.650.000 | 12,92 |
| **Total** | **12.775.000** | **100,00** |

### 4.4.5. Catégorie planification du développement et de la biodiversité (C8)

Pour la catégorie planification du développement et de la biodiversité, les dépenses réalisées par le secteur privé sont estimées à **4.600.353 FCFA** sur la période 2018-2022(Tableau 26).

Tableau 26 : situation des dépenses du secteur privé dans le cadre de la planification du développement et de la biodiversité

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Catégorie | Année | Montant | % |
| C8 | 2018 | 0 | 0,00 |
| 2019 | 63.782 | 1,39 |
| 2020 | 0 | 0,00 |
| 2021 | 0 | 0,00 |
| 2022 | 4.536.571 | 98,61 |
| **Total** | **4.600.353** | **100,00** |

### 4.4.6. Catégorie gestion de la pollution (C9)

Les dépenses effectuées par le secteur privé pour la catégorie gestion de la pollution en lien avec la diversité biologique sur la période 2018-2020 s’élèvent à **1.288.050.000 FCFA** ( tableau 27).

Tableau 27 : situation des dépenses du secteur privé dans le cadre de la gestion de pollution

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Catégories | Années | Montant | % |
| C9 | 2018 | 135.050.000 | 10,48 |
| 2019 | 225.500.000 | 17,51 |
| 2020 | 277.500.000 | 21,54 |
| 2021 | 368.000.000 | 28,57 |
| 2022 | 282.000.000 | 21,89 |
| **Total** | **1.288.050.000** | **100,00** |

### 4.4.7. Récapitulatif des dépenses du secteur privé liées à la DB de 2018 à 2020

Les dépenses globales du secteur privé en faveur de la biodiversité pour toutes les catégories sont évaluées à **38.552.268.083 FCFA** tous secteurs confondus pour la période 2018-2022.

## 4.5. Estimation des dépenses liées à la biodiversité par catégorie et par groupe de financement au Niger de 2018-2023

Les dépenses réalisées en faveur de la biodiversité pour la période 2018-2023 au Niger sont estimées à **482.323.895.001 FCFA** dont **10.554.102.627 FCFA** pour les ONG (Nationales et Étrangères) soit 2,19% du total des dépenses, **38.552.268.083 FCA** pour le privé soit7,99% et **433.217.524.292 FCFA** pour le public (Etat et ses partenaires), soit 89,82% (tableau 28).

Tableau 28:synthèse des dépenses globales liées à la biodiversité

| **Catégorie** | **Année** | **ONG** | **Privé** | **Publique** | **Total** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|
|  |
| C2 | **Sous total** | **0** | **0** | **3.762.944.453** | **3.762.944.453** |
| 2018 | 0 | 0 | 746.491.200 | 746.491.200 |
| 2019 | 0 | 0 | 722.029.530 | 722.029.530 |
| 2020 | 0 | 0 | 623.969.675 | 623.969.675 |
| 2022 | - | 0 | 835.227.024 | 835.227.024 |
| 2023 | - | - | 835.227.024 | 835.227.024 |
| C3 | **Sous total** | **2.409.570.198** | **32.146.351** | **118.194.832.660** | **120.636.549.209** |
| 2018 | 630.602.854 | 7.942.932 | 15.344.913.102 | 15.983.458.888 |
| 2019 | 799.885.547 | 0 | 19.671.915.616 | 20.471.801.162 |
| 2020 | 979.081.797 | 0 | 19.623.728.206 | 20.602.810.003 |
| 2021 | - | 20.790.731 | 28.378.326.152 | 28.399.116.883 |
| 2022 | - | 3.412.688 | 33.981.344.939 | 33.984.757.626 |
| 2023 | - | - | 1.194.604.646 | 1.194.604.646 |
| C4 | **Sous total** | **6.154.055.463** | **37.206.452.820** | **227.691.457.883** | **271.051.966.166** |
| 2018 | 2.913.743.229 | 3.670.348.678 | 38.013.717.060 | 44.597.808.967 |
| 2019 | 2.750.950.920 | 3.445.246.286 | 41.975.178.857 | 48.171.376.063 |
| 2020 | 489.361.313 | 3.317.866.184 | 63.470.467.045 | 67.277.694.542 |
| 2021 | - | 6.432.471.884 | 52.816.357.543 | 59.248.829.427 |
| 2022 | - | 20.340.519.788 | 31.385.830.289 | 51.726.350.077 |
| 2023 | - | - | 29.907.090 | 29.907.090 |
| C6 | **Sous total** | **716.421.843** | **8.243.559** | **8.854.312.360** | **9.578.977.762** |
| 2018 | 389.508.942 | 0 | 935.123.610 | 1.324.632.552 |
| 2019 | 169.027.779 | 0 | 600.326.799 | 769.354.578 |
| 2020 | 157.885.122 | 0 | 718.804.817 | 876.689.940 |
| 2021 | - | 0 | 836.727.755 | 836.727.755 |
| 2022 | - | 8.243.559 | 5.682.288.047 | 5.690.531.606 |
| 2023 | - | - | 81.041.333 | 81.041.333 |
| C7 | **Sous total** | **636.539.715** | **12.775.000** | **35.535.417.089** | **36.184.731.804** |
| 2018 | 380.304.534 | 5.000.000 | 5.704.732.869 | 6.090.037.403 |
| 2019 | 193.202.917 | 1.125.000 | 5.964.865.125 | 6.159.193.042 |
| 2020 | 63.032.264 | 2.500.000 | 4.486.900.499 | 4.552.432.763 |
| 2021 |  | 2.500.000 | 5.018.003.208 | 5.020.503.208 |
| 2022 |  | 1.650.000 | 14.360.915.388 | 14.362.565.388 |
| C8 | **Sous total** | **517.273.270** | **4.600.353** | **36.065.628.287** | **36.587.501.909** |
| 2018 | 164.950.279 | 0 | 7.843.737.772 | 8.008.688.050 |
| 2019 | 260.082.039 | 63.782 | 2.319.484.618 | 2.579.630.439 |
| 2020 | 92.240.952 | 0 | 1.408.082.714 | 1.500.323.666 |
| 2021 | - | 0 | 4.198.929.882 | 4.198.929.882 |
| 2022 | - | 4.536.571 | 17.719.933.232 | 17.724.469.802 |
| 2023 | - | - | 2.575.460.070 | 2.575.460.070 |
| C9 | **Sous total** | **120.242.138** | **1.288.050.000** | **3.112.931.560** | **4.521.223.698** |
| 2018 | 40.466.460 | 135.050.000 | 433.788.312 | 609.304.772 |
| 2019 | 37.408.695 | 225.500.000 | 140.186.521 | 403.095.216 |
| 2020 | 42.366.983 | 277.500.000 | 227.004.856 | 546.871.839 |
| 2021 | - | 368.000.000 | 759.353.095 | 1.127.353.095 |
| 2022 | - | 282.000.000 | 1.534.673.777 | 1.816.673.777 |
| 2023 | - | - | 17.925.000 | 17.925.000 |
| **Total général** | | **10.554.102.627** | **38.552.268.083** | **433.217.524.292** | **482.323.895.001** |

# SUBVENTIONS NUISIBLES À LA BIODIVERSITÉ

Les subventions néfastes pour la biodiversité relèvent de la catégorie des incitations perverses » (ou « à effet pervers »). Il s’agit de « politiques et pratiques qui encouragent, directement ou indirectement, une utilisation de la ressource qui entraîne la dégradation de la biodiversité ». Cette dégradation apparaît comme un effet secondaire, non anticipé et donc non intentionnel (art. 11 de la Convention Diversité Biologique).

Au Niger, ces subventions relèvent principalement des financements des activités d’interventions phytosanitaires, d’utilisation des pesticides, d’achat des engrais chimique, de la lutte anti-acridienne, de l’extraction artisanale des ressources minières (utilisant des produits comme le cyanure, le mercure...) etc.

Ainsi, pour la période 2018-2023, ces subventions nuisibles sont estimées à **11.816.443.770 FCFA** dont **9.669.000 FCFA** pour les ONG, **1.288.050.000 FCFA** pour le secteur privé et **10.518.724.770 FCFA** provenant des financements publics (tableau 29).

Tableau 29: Estimation des subventions nuisibles à la biodiversité pour la période 2018-2023

| **Secteur** | **Année** | **Montant total de l'activité** | **Montant en faveur de la DB** | **Subvension nuisible** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **ONG** | **Sous total** | **12.442.000** | **2.773.000** | **9.669.000** |
| 2018 | 10.192.000 | 2.548.000 | 7.644.000 |
| 2019 | 2.250.000 | 225.000 | 2.025.000 |
| **Privé** | **Sous total** | **2.576.100.000** | **1.288.050.000** | **1.288.050.000** |
| 2018 | 270.100.000 | 135.050.000 | 135.050.000 |
| 2019 | 451.000.000 | 225.500.000 | 225.500.000 |
| 2020 | 555.000.000 | 277.500.000 | 277.500.000 |
| 2021 | 736.000.000 | 368.000.000 | 368.000.000 |
| 2022 | 564.000.000 | 282.000.000 | 282.000.000 |
| **Public** | **Sous total** | **11.760.740.685** | **1.242.015.915** | **10.518.724.770** |
| 2018 | 765.945.114 | 336.710.955 | 429.234.159 |
| 2019 | 802.584.179 | 58.732.249 | 743.851.930 |
| 2020 | 3.851.744.977 | 205.943.685 | 3.645.801.292 |
| 2021 | 3.098.398.230 | 154.919.912 | 2.943.478.319 |
| 2022 | 3.242.068.185 | 485.709.114 | 2.756.359.071 |
| **Total général** | | **14.349.282.685** | **2.532.838.915** | **11.816.443.770** |

# CONCLUSION

La revue des dépenses en faveur de la biodiversité a permis d’estimer les dépenses publiques réalisées par l’Etat et ses Partenaires techniques et Financiers (PTF), le secteur privé et les ONG (nationales et étrangères). Ainsi, sur la période 2018-2023, les dépenses globales effectuées en faveur de la biodiversité au Niger sont estimées à **482.323.895.001 FCFA** dont433.217.524.292 FCFA réalisées par l’Etat et ses partenaires soit 89,82%, 38.552.268.083 FCFA réalisées par le secteur privé, ce qui représente un taux de 7,99% et 10.554.102.627 FCA réalisées par les ONG, soit 2, 19%.

Il ressort de cette revue des dépenses que, parmi les neuf(9) catégories de biodiversité définies par l’initiative de financement pour la biodiversité (BioFin), les investissements sont plus importants pour la catégorie utilisation durable (**C4**) dont le montant est estimé à **271.051.966.166 FCFA** sur la période 2018-2023, soit 56,20% des dépenses globales effectuées. Cependant, on note l’absence de financement des activités dans les catégories prévention des risques biotechnologiques (**C1**) et l’Accès et Partage des Avantages (**C5**). Le manque de financement pour ces deux (2) catégories s’explique par le faible développement de la biotechnologie au Niger pour la catégorie **C1** et à la nouveauté du Protocole de Nagoya et du concept APA pour la catégorie **C5**.

Par ailleurs, cette revue des dépenses a aussi permis d’évaluer les subventions nuisibles à la biodiversité sur la période 2018-2023 dont le montant se chiffre à **11.816.443.770 FCFA**.

Cependant, il importe de préciser que ces dépenses ne sont pas exhaustives compte tenu des difficultés liées à la disponibilité des données et informations sur les réalisations financières dans tous les secteurs.

# REFERENCE BIOBLIOGRAPHIQUE

1. CAPEG,2023 : Base de données
2. CDB 2022 : Décision 3.6 relative à la mobilisation des ressources,28p.
3. SE/CNEDD 2022 : Etat de lieu du financement de la diversité biologique au Niger, 52p
4. SE/ CNEDD 2020 : Cartographie des projets et programmes dans le domaine de adaptation au Niger, 56p.
5. Ministère des finances, 2021: Texte de loi de règlement pour l’année budgétaire 2020.
6. Ministère des finances, 2020: Texte de loi de règlement pour l’année budgétaire 2019.
7. Ministère des finances, 2019: Texte de loi de règlement pour l’année budgétaire 2018.
8. Ministère des finances, 2018: Texte de loi de règlement pour l’année budgétaire 2017.
9. PNUD, 2018:Manuel de l’initiative pour la finance de la biodiversité 204p.
10. IPBES,2018: Rapport de l’évaluation mondiale sur la biodiversité et les services écosystémique 703 p.
11. SE/CNEDD,2014: Stratégie Nationale et son Plan d’Action sur la Diversité Biologique , 101p.

**ANNEXES**

**Annexe 1 :** Catégories de biodiversité définies par l’initiative de financement pour la biodiversité

* C1 : Prévention des risques biotechnologiques ;
* C2 : Zones protégées et autres mesures de protection ;
* C3 : Restauration ;
* C4 : Utilisation durable ;
* C5 : Accès et partage des avantages ;
* C6 : Sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité ;
* C7 : Économie verte ;
* C8 : Planification du développement et de la biodiversité ;
* C9 : Gestion de la pollution.

Annexe 2: Critères de classification et attribution pour déterminer la contribution financière d’un secteur à la biodiversité

| **Contribution à la biodiversité** | **Critères** | **Explication des critères** | **Attribution** |
| --- | --- | --- | --- |
| Directe et élevé | La conservation de la biodiversité est l'objectif principal du programme ou du projet | Le programme ou le projet est entièrement dédié à la biodiversité | 100% |
| Directe et assez appréciable | La conservation de la biodiversité est un objectif important du programme ou du projet | Le programme ou le projet est dédié à la biodiversité mais prend en compte d’autres domaines | 75% |
| Indirecte et élevée | Le programme ou le projet contribue indirectement mais à un degré important à la conservation de la biodiversité | Le programme ou le projet ne vise pas directement la conservation de la biodiversité mais la prend en compte de manière importante | 50% |
| indirecte et Moyenne | Le programme ou le projet contribue indirectement mais à un degré moyen à la conservation de la biodiversité | Le programme ou le projet ne vise pas directement la conservation de la biodiversité mais la prend en compte de manière moyenne | 25% |
| Indirecte et faible | Le programme ou le projet contribue indirectement mais à un degré faible à la conservation de la biodiversité | Le programme ou le projet ne vise pas directement la conservation de la biodiversité mais la prend en compte de manière faible | 10% |
| Indirecte et très faible | Le programme ou le projet contribue indirectement mais à un degré très faible à la conservation de la biodiversité | Le programme ou le projet ne vise pas directement la conservation de la biodiversité mais la prend en compte de manière très faible | 5% |
| Aucune | Le programme ou le projet ne contribue aucunement à la conservation de la biodiversité | Le programme ou le projet ne prend pas du tout en compte la conservation de la biodiversité | 0% |

**Annexe 3:** Situation des dépenses publiques par catégorie en faveur de la Biodiversité de 2018 à 2023

| **Catégorie** | **Année** | **Montant** | **%** |
| --- | --- | --- | --- |
| Zones protégées et autres mesures de protection (C2) | 2018 | 746.491.200 | 0,17 |
| 2019 | 722.029.530 | 0,17 |
| 2020 | 623.969.675 | 0,14 |
| 2022 | 835.227.024 | 0,19 |
| 2023 | 835.227.024 | 0,19 |
| **Sous Total** | **3.762.944.453** | **0,87** |
| Restauration (C3) | 2018 | 15.344.913.102 | 3,54 |
| 2019 | 19.671.915.615 | 4,54 |
| 2020 | 19.623.728.206 | 4,53 |
| 2021 | 28.378.326.151 | 6,55 |
| 2022 | 33.981.344.939 | 7,84 |
| 2023 | 1.194.604.646 | 0,28 |
| **Sous Total** | **118.194.832.658** | **27,28** |
| Utilisation durable (C4) | 2018 | 38.013.717.059 | 8,77 |
| 2019 | 41.975.178.857 | 9,69 |
| 2020 | 63.470.467.045 | 14,65 |
| 2021 | 52.816.357.543 | 12,19 |
| 2022 | 31.385.830.289 | 7,24 |
| 2023 | 29.907.090 | 0,01 |
| **Sous Total** | **227.691.457.883** | **52,56** |
| Sensibilisation et connaissances relatives à la biodiversité (C6) | 2018 | 935.123.610 | 0,22 |
| 2019 | 600.326.799 | 0,14 |
| 2020 | 718.804.817 | 0,17 |
| 2021 | 836.727.755 | 0,19 |
| 2022 | 5.682.288.047 | 1,31 |
| 2023 | 81.041.333 | 0,02 |
| **Sous Total** | **8.854.312.360** | **2,04** |
| Économie verte (C7) | 2018 | 5.704.732.869 | 1,32 |
| 2019 | 5.964.865.125 | 1,38 |
| 2020 | 4.486.900.499 | 1,04 |
| 2021 | 5.018.003.208 | 1,16 |
| 2022 | 14.360.915.389 | 3,31 |
| **Sous Total** | **35.535.417.090** | **8,20** |
| Planification du développement et de la biodiversité (C8) | 2018 | 7.843.737.771 | 1,81 |
| 2019 | 2.319.484.618 | 0,54 |
| 2020 | 1.408.082.714 | 0,33 |
| 2021 | 4.198.929.882 | 0,97 |
| 2022 | 17.719.933.233 | 4,09 |
| 2023 | 2.575.460.070 | 0,59 |
| **Sous Total** | **36.065.628.288** | **8,33** |
| Gestion de la pollution (C9) | 2018 | 433.788.311 | 0,10 |
| 2019 | 140.186.521 | 0,03 |
| 2020 | 227.004.856 | 0,05 |
| 2021 | 759.353.095 | 0,18 |
| 2022 | 1.534.673.777 | 0,35 |
| 2023 | 17.925.000 | 0,00 |
| **Sous Total** | **3.112.931.560** | **0,72** |
| **Total général** |  | **433.217.524.291** | **100,00** |

**Annexe 4 :** Situation des dépense en faveur de la Diversité Biologique par catégorie et par secteur pour la période 2018- 2023

| **Structures** | **Catégories** | | | | | | | **Total** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **C2** | **C3** | **C4** | **C6** | **C7** | **C8** | **C9** |
| **Ministère en charge**  **de l’élevage** | 0 | 0 | 11.230.794.178 | 456.812.778 | 6.182.606.778 | 5.381.111.166 | 836.612.269 | 24.087.937.168 |
| **Ministère en charge**  **de l’Environnement** | 2.750.739.190 | 6.430.170.149 | 1.608.360.155 | 608.018.707 | 2.449.500 | 11.084.339.097 | 136.398.011 | 22.620.474.809 |
| **Ministère en charge de**  **l’Agriculture** | 1.012.205.263 | 29.095.428.733 | 131.501.968.001 | 6.553.019.424 | 29.305.323.210 | 18.590.720.388 | 756.306.801 | 216.814.971.819 |
| **Ministère en charge de**  **l’Aménagement du**  **Téritoire du Développement**  **Communautaire** |  |  |  | 0 |  | 14.324.164 |  | 14.324.164 |
| **Ministère en charge du**  **Commerce** |  |  |  |  | 7.896.423 |  |  | 7.896.423 |
| **Ministère de l’Enseignement Professionnel et Technique** |  |  |  | 6.462.610 |  | 0 |  | 6.462.610 |
| **Ministère en charge du l’Hydraulique** |  | 588.761.734 | 21.299.933.933 | 1.371.414 |  | 579.807.915 | 1.267.223.290 | 23.737.098.285 |
| **Ministères en charge**  **des Mines** |  |  |  |  |  | 2.824.552 |  | 2.824.552 |
| **Ministère en charge du**  **Pétrole** |  |  |  |  |  | 2.305.185 | 2.425.378 | 4.730.563 |
| **Ministère en charge du**  **PLAN** |  |  | 18.884.599.911 | 679.509.448 |  | 29.953.573 |  | 19.594.062.932 |
| **Cabinet du Premier**  **Ministre** |  | 1.259.820.518 | 24.541.928.998 | 353.267.979 |  | 64.261.202 | 113.965.812 | 26.333.244.509 |
| **Présidence de la République du Niger** |  | 80.820.651.525 | 18.623.872.707 | 195.850.000 | 37.141.179 | 315.881.047 |  | 99.993.396.458 |
| **Minitère en charge de l’Urbanisme** |  |  |  |  |  | 100.000 |  | 100.000 |
| **Total** | 3.762.944.453 | 118.194.832.658 | 227.691.457.883 | 8.854.312.360 | 35.535.417.090 | 36.065.628.288 | 3.112.931.560 | 433.217.524.291 |

**Annexe 5 :** Situation des dépenses des ONG par catégorie et par secteur

| **Catégorie** | **Année** | **ONG** | **Secteur** | | | | **Total général** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Agriculture** | **Élevage** | **Environnement** | **Hydraulique** |
| C3 | **Total C3** | | **164.492.566** | **11.889.303** | **2.231.199.829** | **1.988.500** | **2.409.570.198** |
| 2018 | **Sous total** | 7.317.435 | 1.500.000 | 621.785.419 | 0 | 630.602.854 |
| ETRANG | 7.317.435 | 0 | 95.918.687 | 0 | 103.236.122 |
| NAT | 0 | 1.500.000 | 525.866.733 | 0 | 527.366.733 |
| 2019 | **Sous total** | 121.059.733 | 5.777.750 | 671.059.564 | 1.988.500 | 799.885.547 |
| ETRANG | 121.059.733 | 1.670.000 | 158.905.688 | 1.988.500 | 283.623.921 |
| NAT | 0 | 4.107.750 | 512.153.876 | 0 | 516.261.626 |
| 2020 | **Sous total** | 36.115.398 | 4.611.553 | 938.354.846 | 0 | 979.081.797 |
| ETRANG | 7.736.237 | 4.611.553 | 40.361.964 | 0 | 52.709.753 |
| NAT | 28.379.162 | 0 | 897.992.883 | 0 | 926.372.044 |
| C4 | **Total C4** | | **1.461.319.501** | **630.533.313** | **49.476.113** | **4.012.726.536** | **6.154.055.463** |
| 2018 | **Sous total** | 158.562.260 | 227.012.916 | 3.985.253 | 2.524.182.800 | 2.913.743.229 |
| ETRANG | 67.449.852 | 70.235.600 | 0 | 2.190.549.586 | 2.328.235.038 |
| NAT | 91.112.408 | 156.777.316 | 3.985.253 | 333.633.214 | 585.508.191 |
| 2019 | **Sous total** | 1.072.210.227 | 302.507.502 | 14.220.125 | 1.362.013.066 | 2.750.950.920 |
| ETRANG | 139.591.339 | 103.040.632 | 14.220.125 | 384.460.830 | 641.312.926 |
| NAT | 932.618.888 | 199.466.870 | 0 | 977.552.237 | 2.109.637.995 |
| 2020 | **Sous total** | 230.547.014 | 101.012.894 | 31.270.735 | 126.530.670 | 489.361.313 |
| ETRANG | 49.340.422 | 77.918.019 | 28.986.237 | 79.583.005 | 235.827.683 |
| NAT | 181.206.592 | 23.094.875 | 2.284.498 | 46.947.665 | 253.533.630 |
| C6 | **Total C6** | | **363.990.005** | **190.026.165** | **102.524.667** | **59.881.007** | **716.421.843** |
| 2018 | **Sous total** | 290.344.125 | 31.937.618 | 66.802.199 | 425.000 | 389.508.942 |
| ETRANG | 237.690.415 | 24.003.666 | 38.154.051 | 385.000 | 300.233.132 |
| NAT | 52.653.710 | 7.933.952 | 28.648.148 | 40.000 | 89.275.810 |
| 2019 | **Sous total** | 45.716.527 | 63.950.664 | 7.033.627 | 52.326.961 | 169.027.779 |
| ETRANG | 13.640.506 | 27.373.634 | 852.877 | 51.743.881 | 93.610.898 |
| NAT | 32.076.021 | 36.577.030 | 6.180.750 | 583.080 | 75.416.881 |
| 2020 | **Sous total** | 27.929.353 | 94.137.882 | 28.688.842 | 7.129.045 | 157.885.122 |
| ETRANG | 21.612.233 | 31.289.184 | 4.919.000 | 5.364.264 | 63.184.682 |
| NAT | 6.317.120 | 62.848.698 | 23.769.842 | 1.764.781 | 94.700.440 |
| C7 | **Total C7** | | **463.173.292** | **75.194.213** | **98.172.211** | **0** | **636.539.715** |
| 2018 | **Sous total** | 341.600.165 | 37.454.369 | 1.250.000 | 0 | 380.304.534 |
| ETRANG | 254.061.380 | 25.873.788 | 0 | 0 | 279.935.167 |
| NAT | 87.538.786 | 11.580.581 | 1.250.000 | 0 | 100.369.367 |
| 2019 | **Sous total** | 85.602.173 | 29.791.059 | 77.809.686 | 0 | 193.202.917 |
| ETRANG | 37.417.636 | 0 | 77.809.686 | 0 | 115.227.322 |
| NAT | 48.184.537 | 29.791.059 | 0 | 0 | 77.975.596 |
| 2020 | **Sous total** | 35.970.954 | 7.948.785 | 19.112.525 | 0 | 63.032.264 |
| ETRANG | 34.548.454 | 7.948.785 | 16.907.275 | 0 | 59.404.514 |
| NAT | 1.422.500 | 0 | 2.205.250 | 0 | 3.627.750 |
| C8 | **Total C8** | | **240.872.436** | **56.956.907** | **159.851.809** | **59.592.118** | **517.273.270** |
| 2018 | **Sous total** | 28.877.795 | 20.957.282 | 89.458.860 | 25.656.342 | 164.950.279 |
| ETRANG | 26.244.311 | 14.016.077 | 2.138.621 | 8.303.498 | 50.702.507 |
| NAT | 2.633.484 | 6.941.205 | 87.320.239 | 17.352.844 | 114.247.772 |
| 2019 | **Sous total** | 163.180.894 | 21.011.675 | 53.623.707 | 22.265.762 | 260.082.039 |
| ETRANG | 158.050.940 | 12.798.753 | 5.727.433 | 21.009.916 | 197.587.043 |
| NAT | 5.129.954 | 8.212.922 | 47.896.274 | 1.255.846 | 62.494.996 |
| 2020 | **Sous total** | 48.813.747 | 14.987.950 | 16.769.242 | 11.670.014 | 92.240.952 |
| ETRANG | 42.755.196 | 11.808.905 | 5.041.891 | 5.849.264 | 65.455.256 |
| NAT | 6.058.551 | 3.179.045 | 11.727.350 | 5.820.750 | 26.785.697 |
| C9 | **Total C9** | | **3.870.464** | **35.415.397** | **12.642.300** | **68.313.978** | **120.242.138** |
| 2018 | **Sous total** | 3.227.378 | 0 | 1.496.500 | 35.742.583 | 40.466.460 |
| ETRANG | 3.227.378 | 0 | 0 | 16.970.633 | 20.198.010 |
| NAT | 0 | 0 | 1.496.500 | 18.771.950 | 20.268.450 |
| 2019 | **Sous total** | 0 | 0 | 4.877.300 | 32.531.395 | 37.408.695 |
| ETRANG | 0 | 0 | 50.000 | 5.866.287 | 5.916.287 |
| NAT | 0 | 0 | 4.827.300 | 26.665.109 | 31.492.409 |
| 2020 | **Sous total** | 643.086 | 35.415.397 | 6.268.500 | 40.000 | 42.366.983 |
| ETRANG | 0 | 35.415.397 | 0 | 40.000 | 35.455.397 |
| NAT | 643.086 | 0 | 6.268.500 | 0 | 6.911.586 |
| **Total général** |  |  | **2.697.718.263** | **1.000.015.296** | **2.653.866.929** | **4.202.502.139** | **10.554.102.627** |